

# COMBAT RÉPUBLICAIN

Numéro 65

Bulletin d'information de la  
**Gauche Républicaine**

## A SAVOIR

### FORUM DE NANTES.

*Le Forum de la Gauche consacré à la démocratie, aux institutions et à la décentralisation s'est tenu à Nantes le 10 juin. Jacques Lombard y représentait la Gauche Républicaine. Dans son intervention, il a indiqué que la confiance des citoyens en la politique dépendait du développement de la démocratie et de la capacité des pouvoirs publics à répondre aux attentes des Français. Redonner du sens à l'exercice de la citoyenneté passe par une véritable parité hommes/femmes et par la participation à la vie publique des générations issues de l'immigration. Notre camarade s'est élevé contre la remise en cause de la loi Solidarité Renouvellement Urbain, qui impose un minimum de 20% de logements sociaux dans les communes de plus de 3 000 habitants, et a dénoncé le manque de moyens accordés par l'Etat aux collectivités territoriales alors que de nouvelles compétences leur ont été transférées en vertu de la loi Raffarin de 2003. Jacques Lombard a également expliqué que l'essor de la démocratie participative était incompatible avec les réformes néolibérales, qui ont mis à mal l'égalité entre les citoyens et la solidarité nationale.*

### LA Vème MISE A NU.

*Villepin accusant Hollande de lâcheté : l'incident a défrayé la chronique et a fini de ternir l'image du Premier Ministre, dont la démission est demandée publiquement par un nombre croissant de députés UMP. Mais c'est surtout la nature antidémocratique des institutions qui est apparue : un président de la République désavoué à maintes reprises par le suffrage universel mais constitutionnellement irresponsable maintient contre vents et marées à son poste un Premier Ministre que personne n'a élu, mais qui n'hésite pas à insulter ceux qui ont reçu un mandat populaire. Cherchez l'erreur ! Il est grand temps de refonder la souveraineté populaire sur l'Assemblée Nationale.*

### LES BOURSES PLONGENT.

*Mini-krach les 13 et 14 juin, les bourses du monde entier ayant accusé leur plus forte baisse en 48 heures depuis l'éclatement de la bulle de la « nouvelle économie » en 2000-2001. Les investisseurs se sont débarrassés d'importants paquets d'actions pour acheter des obligations d'Etat jugées plus sûres. Les milieux financiers réagissent ainsi à la hausse mondiale des taux d'intérêt, par laquelle les banques centrales prétendent éloigner les craintes d'inflation qui découlent du boom des prix des matières premières.*

## EDITO: UNE JOURNEE DE REFLEXION SUR LA SITUATION POLITIQUE ET L'ETAT DE L'OPINION

Les élus de la Gauche Républicaine ont participé à une journée de formation et de réflexion qui s'est tenue à Paris samedi 17 juin. Avant de débattre, une quinzaine d'élus en provenance de dix communes, ainsi que des militants franciliens de la GR, ont écouté avec le plus grand intérêt un exposé sur l'état de l'opinion présenté par Stéphane Rozès, professeur à Sciences Po Paris et directeur de l'institut CSA-Opinions. Nous transcrivons dans cet éditorial les interventions des participants.

La situation politique française repose sur un paradoxe. La victoire du Non au référendum sur le « traité constitutionnel » de l'UE, les mobilisations massives contre le CPE ainsi que de multiples enquêtes d'opinion indiquent que les Français, dans leur majorité, rejettent le modèle néo-libéral. Or la gauche a les plus grandes difficultés à transformer ce rejet en alternative politique, à proposer un débouché à la majorité de Français qui veulent que « ça change ».

La victoire du Non s'apparente à un vote de classe (les ouvriers et les employés), mais d'une classe fragmentée, qui a perdu son identité collective et les repères politiques qui étaient autrefois les siens. Ce qui explique que le rapport entre la victoire du Non et les échéances électorales de 2007 ne soit ni immédiat ni évident. C'est à la gauche de construire un projet qui explicite ce qu'elle ferait une fois au gouvernement. Et de convaincre les électeurs de la pertinence de son projet au regard des attentes de la majorité populaire.

Pour ce faire, la gauche ne doit pas ignorer trois leçons fondamentales à tirer de l'évolution politique des dernières années :

Le retour du politique, qui est au cœur de la victoire du Non. Les classes populaires ont compris que si la « constitution » était adoptée, c'est l'objet même du contrat politique qui disparaîtrait, les gouvernements se drapant dans les « contraintes européennes » pour justifier l'impuissance publique. La façon dont les citoyens se sont emparés de la campagne référendaire traduit bien ce regain d'intérêt pour la politique, qui exprime le refus de laisser « les marchés » dicter leur loi et décider de l'avenir des peuples.

La demande d'un retour de l'Etat, notamment en matière économique et sociale, y compris chez nombre d'électeurs de droite comme l'attestent les sondages. D'ailleurs l'électorat de droite est dans ses profondeurs plus conservateur que libéral. D'une certaine façon, le pays veut la « sécurisation » dans tous les domaines : celui de la sûreté publique, mais aussi ceux de

l'emploi et des parcours professionnels, de la santé et de l'éducation des enfants.

La « renationalisation » de la politique, car les citoyens attendent des hommes politiques qu'ils définissent en priorité ce qui est souhaitable pour la France ; ils ne considèrent pas que l'Europe puisse apporter en elle-même une réponse aux questions posées dans notre pays.

Or la gauche reste, jusqu'à présent, singulièrement désarmée face à cette recomposition de l'opinion publique. On peut distinguer deux attitudes à gauche, aussi impuissantes l'une que l'autre à constituer l'axe d'un rassemblement majoritaire : le « marxisme vulgaire », qui empile les poncifs surannés, et la gauche gestionnaire, dont les expériences gouvernementales n'ont pas laissé que de bons souvenirs chez ses électeurs...

« Marxistes vulgaires » et « gestionnaires » ignorent la question de l'imaginaire en politique, alors que la gauche, pour gagner, devrait montrer en quoi et comment le souhaitable peut devenir possible. Telle est d'ailleurs la grande leçon de la campagne référendaire : les citoyens se rassemblent et font bloc en exprimant ce qu'ils souhaitent, en définissant ensemble un imaginaire politique collectif.

#### **HUMEURS. « POURQUOI LE SILENCE SUR CE QUI SE PASSE EN GRECE ? », par Raoul Marc Jennar, chercheur en sciences sociales et militant altermondialiste.**

Rien ne s'écrit, rien ne se dit, rien ne se montre sur ce qui se passe en Grèce depuis cinq semaines. Les journaux, les stations de radio, les chaînes de télévision nous privent du droit à une information majeure : depuis cinq semaines, 354 départements académiques sont occupés ; des milliers d'étudiants manifestent régulièrement ; la manière dont la police a réprimé la manifestation du 8 juin rappelle, à bien des égards, les heures noires de la dictature des colonels (une personne dans le coma) ; Dans un pays de l'Union européenne ! Et nous n'en savons rien.

Le gouvernement grec, suivant en cela les décisions dérégulatrices prises par nos gouvernements, l'OMC et l'UE, va modifier la Constitution rédigée après la chute de la dictature pour permettre la privatisation de l'enseignement universitaire. Il prépare en outre une loi qui va permettre la création d'établissements universitaires privés, qui va imposer les critères de gestion des firmes aux facultés d'Etat, qui va supprimer « l'asile universitaire » soumettant jusqu'ici l'intervention de la police sur les campus à l'accord du Conseil d'administration de l'université, qui va réduire drastiquement la possibilité de repasser les examens.

Il faut insister sur le fait que l'élection présidentielle de 2007 sera très différente des précédentes, notamment parce que les Français attendent qu'elle ouvre la voie à la résolution des nombreux problèmes que connaît notre pays. A gauche, n'y joueront un rôle que ceux qui s'y présenteront avec la claire intention de gagner, et non ceux qui se contenteraient de témoigner ou de faire valoir leur différence par rapport aux autres candidats.

Après cette matinée de réflexion sur la situation politique, les participants ont consacré l'après-midi à débattre de l'orientation à donner à la Gauche Républicaine. Ils ont réaffirmé notre démarche unitaire au sein du collectif national pour des candidatures uniques en 2007. Ils se sont prononcés pour un projet qui articule transformations institutionnelles (une nouvelle constitution) et transformations économiques et sociales (faire de l'Etat républicain le moteur du développement). Enfin, ils ont insisté sur la nécessité de construire au plus vite un parti rassemblant les républicains de gauche.

C'est à cela que des dizaines de milliers d'étudiants grecs s'opposent. Dans l'indifférence totale des journalistes et correspondants de presse des autres pays européens. Le black-out des médias propagandistes de la pensée unique néo-libérale vise un but : empêcher qu'on sache dans toute l'Union européenne que la résistance au néo-libéralisme existe partout, qu'elle n'est pas une exception française et que le rejet de l'Europe telle qu'elle se construit depuis 50 ans grâce à l'alliance de la démocratie-chrétienne et de la social-démocratie va grandissant.

En Europe, on impose la liberté de circulation des biens, des services et des capitaux, mais on brime la liberté de circulation des informations. Il s'impose d'urgence de manifester notre solidarité avec les étudiants grecs. Il s'impose de dénoncer l'information sélective et orientée des médias privés et publics, tous à la solde des banquiers et des marchands.

Combien de temps encore allons-nous supporter ce coup d'Etat permanent qu'est la construction d'une Europe néo-libérale, destructrice de nos acquis démocratiques et sociaux ?